

la sécurité d'approvisionnement, de protéger l'environnement et d'aider aux réformes économiques dans les pays d'Europe centrale et orientale ainsi qu'en Union soviétique, notamment en créant un régime ouvert et non discriminatoire pour les investissements commerciaux en matière énergétique.

### *Europe centrale et orientale*

22. Nous saluons le courage et la détermination dont font preuve les pays d'Europe centrale et orientale dans la construction de la démocratie et le passage à une économie de marché, et ce en dépit d'obstacles formidables. Nous nous félicitons de l'extension des réformes politiques et économiques dans toute la région. Ces changements ont une importance historique majeure. La Bulgarie et la Roumanie suivent maintenant les voies ouvertes par les pays pionniers : Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie. L'Albanie sort de son long isolement.

23. Reconnaisant que le succès des réformes dépend principalement des efforts continus des pays concernés, nous réitérons notre ferme engagement à soutenir leurs efforts de réforme, à nouer des liens plus étroits avec eux et à encourager leur intégration dans le système économique international. Les initiatives régionales renforcent notre capacité de coopérer.

24. Tous les pays d'Europe centrale et orientale, à l'exception de l'Albanie, sont désormais membres du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Nous nous félicitons des mesures prises par les pays qui mettent en œuvre des programmes de stabilisation macro-économique, sous l'égide du FMI. Il est essentiel que ces programmes soient accompagnés de réformes structurelles telles que la privatisation et la restructuration des entreprises nationalisées, l'amélioration de la concurrence et le renforcement des droits de propriété. Nous nous réjouissons de la mise en place de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui a pour mandat de faciliter la transition vers des économies ouvertes, orientées vers le marché, et d'encourager l'initiative privée dans les pays d'Europe centrale et orientale attachés à la démocratie.

25. Un environnement favorable aux investissements privés, qu'ils soient étrangers ou nationaux,

est essentiel pour assurer une croissance soutenue et éviter une dépendance à l'égard de l'aide extérieure publique. L'assistance technique apportée par nos secteurs privés, par nos gouvernements, par la Communauté européenne et par les institutions internationales devrait s'attacher à aider cette transformation essentielle vers une économie de marché. Il importe, à cet égard, que les considérations d'environnement soient prises en compte dans le processus de restructuration économique en cours en Europe centrale et orientale.

26. Il est vital pour les pays d'Europe centrale et orientale d'élargir leurs marchés à l'exportation. Nous nous réjouissons des progrès substantiels déjà réalisés en matière d'exportation vers les économies de marché et nous nous engageons à continuer d'améliorer l'accès à nos marchés pour les produits et services de ces pays, y compris dans des secteurs tels que l'acier, les textiles et les produits agricoles. Nous nous félicitons des progrès enregistrés dans la négociation des accords d'association entre la Communauté européenne et respectivement, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ainsi que de l'initiative présidentielle d'amélioration des échanges annoncée par les États-Unis, qui seront tous en conformité avec les principes du GATT. Nous appuyerons les travaux de l'OCDE visant à identifier les obstacles aux échanges Est-Ouest et à en faciliter la suppression.

27. Le Groupe des 24 (G-24), fondé au Sommet de l'Arche et présidé par la Commission européenne, a réuni 31 milliards \$ d'aide bilatérale en faveur de ces pays, notamment pour le financement de la balance des paiements afin d'appuyer les programmes soutenus par le FMI. De tels programmes ont été mis en place en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Nous nous félicitons des contributions déjà apportées en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie. Nous intensifions la coordination au sein du G-24 et réaffirmons notre volonté commune de prendre notre juste part à l'effort global d'assistance.

### *Union soviétique*

28. Nous soutenons les actions allant dans le sens de la transformation politique et économique en Union soviétique et sommes prêts à aider l'Union soviétique à s'intégrer dans l'économie mondiale.